

Ensemble, mobilisons-nous pour protéger et défendre les enfants victimes de violences

Par Marie-Pierre Colombel, Présidente de l'association Enfance et Partage et Edouard Carle, Président de la Fondation Babilou

Les violences envers les enfants suscitent la première cause d'indignation des Français¹, et pourtant, à leurs yeux, le sujet reste tabou. Par méconnaissance ou faute d'informations nécessaires pour agir, les enfants d'hier se montrent encore trop frileux à alerter pour défendre ceux d'aujourd'hui.

En 2020, le confinement a constitué un facteur aggravant pour les violences intrafamiliales². Tandis que la part des enfants hospitalisés pour faits de violence a augmenté de 50% lors du premier confinement, les appels au 119 (numéro national dédié à la prévention et à la protection des enfants) ont enregistré eux, une augmentation de 56,2%³.

En tant qu'acteur de la petite enfance et de la protection de l'enfance, nous sommes sensibilisés à la détection de signes de maltraitance. Les enfants ont des mécanismes de protection et émettent des signaux faibles difficiles mais possibles à détecter. Néanmoins, nous ne sommes qu'un maillon de la chaîne qui ne peut être efficiente que si la vigilance devient l'affaire de tous.

Quelles soit physiques, sexuelles ou psychologiques, les violences laissent leur empreinte durant toute la construction de l'enfant, avec des conséquences pouvant s'avérer désastreuses sur la santé des victimes mais aussi sur leurs performances scolaires ou leur comportement social. Et pourtant, ce sont ces mêmes enfants qui représentent l'avenir, qui sont les créateurs du monde de demain. Sans accompagnement ni prise en charge sur la durée qui permettent à la parole d'advenir et à la reconstruction psychique de devenir possible, nous condamnons ces enfants à vivre avec leurs démons.

Il y a aujourd'hui urgence à agir. Pour plus de 70% des Français, les acteurs qui luttent contre les violences faites aux enfants (associations, services sociaux etc.) ne disposent toujours pas de moyens suffisant pour mener à bien leur mission⁴. Face à ce constat, les Etats Généraux de l'enfance devraient dévoiler un plan de lutte qui permettra de mieux prévenir les violences et les prendre en charge. Trop longtemps restée la grande oubliée des politiques, cette lutte doit également veiller à améliorer les connaissances en protection de l'enfance, afin de re-sensibiliser le grand public à la détresse, à l'isolement et au mutisme des victimes.

Nous avons tous un rôle à jouer. Les violences commises sur les enfants ne constituent pas seulement un problème majeur de santé publique, elles représentent un enjeu sociétal et économique fort tant les conséquences sont considérables à court, moyen et long terme pour les victimes bien sûr mais aussi l'ensemble de la société. Ensemble, parents, familles, amis, voisins, professionnels de la petite enfance, et pouvoirs publics, mobilisons-nous.

Pour signaler un cas de violence sur un enfant, contactez le 119.

Allo Parents bébé - Numéro Vert d'aide et de soutien à la parentalité : 0 800 00 3456

Stop Maltraitance : 0 800 05 1234

¹ Etude ELABE pour Enfance et Partage, [Les Français et les violences envers les enfants](#), octobre 2020

² [La part des enfants hospitalisés suite à des violences a augmenté de 50 %, indique Adrien Taquet](#), Public Sénat, novembre 2020

³ Consultation Make.org, [Comment protéger les enfants contre toutes les formes de violences?](#), septembre 2020

⁴ Etude ELABE pour Enfance et Partage, [Les Français et les violences envers les enfants](#), octobre 2020